

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article4810>

# Revue de presse juridique territoriale

- Actualité -

Date de mise en ligne : vendredi 11 juillet 2014

---

**Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale &  
associative - Tous droits réservés**

---

# Retrouvez la revue de presse du département juridique de SMACL Assurances

---

## Circulation routière

– *La convention IRSA fait peau neuve* **Lionel Ray**

Dictionnaire Permanent Assurances, bulletin n°237, juin 2014, Editions Législatives, pages 1 à 3.

– *Loi Badinter - L'implication tombée du ciel* **Sylvie Chanh**

Jurisprudence Automobile, n°862, mai 2014, pages 38 à 40.

– *Pas d'indemnisation pour les victimes co-gardiennes du seul véhicule impliqué. La loi Badinter s'applique à l'accident causé par une tondeuse à gazon mais pas à l'indemnisation des victimes co-gardiennes de celle-ci, Cass. 2Civ. 22 mai 2014, n°13-10561* **Lionel Ray**

Dictionnaire Permanent Assurances, Editions Législatives, 23 juin 2014, pages 1 à 10.

– *Recours et accidents de la circulation* **Jérôme Spéroni**

Jurisprudence Automobile, n°863, juin 2014, pages 8 à 11.

– *Obligation et contribution à la dette du responsable d'un accident* **Charles Pastor**

Jurisprudence Automobile, n°863, juin 2014, pages 12 à 14.

– *Loi Badinter – droit d’agir – Garde collective du véhicule, Cass. 2Civ., 22 mai 2014, n°13-10561*

Jurisprudence Automobile, n°863, juin 2014, pages 34 à 35.

– *Hormis pour les organismes de sécurité sociale, la convention de La Haye du 4 mai 1971 doit primer sur le règlement « Rome II », Cass. 1Civ., 30 avril 2014, n°13-11932 James Landel*

Revue Générale du Droit des Assurances, n°6, juin 2014, pages 340 à 341.

---

## Construction

– *L’assurance construction – Un fragile édifice – Plus vigilants... et plus nombreux – Coup de chaud sur la décennale Jérôme Spéroni*

Dossier de L’Argus de l’assurance, n°7364, 30 mai 2014, pages 35 à 43.

– *De quelques récentes décisions rendues en assurance-construction par les juridictions administratives Albert Caston*

Gazette du Palais, n°138, 18 mai 2014, pages 16 à 19.

– *Architectes : Des responsabilités à multiples facettes François Ausseur*

Qualité construction, n°144, mai/juin 2014, pages 21 à 24.

– *Le principe de la subrogation in futurum de l’assureur dommages-ouvrage reconnu par le Conseil d’Etat, CE, 12 mars 2014, n°364429 Arnaud Galland*

AJDA, n°19, 2 juin 2014, pages 1103 à 1106.

– *En assurance dommages-ouvrage, une nouvelle déclaration pour un même dommage est sans effet*

Qualité Construction, n°143, Mars/avril 2014, pages 27 à 28.

– *L'élément d'équipement d'un ouvrage, attention faux ami !* **François Ausseur**

Qualité Construction, n°143, Mars/avril 2014, pages 22 à 25.

– *L'assurance de responsabilité décennale, une nouvelle mention sur les devis et factures. Les artisans et auto-entrepreneurs ont dorénavant l'obligation d'indiquer les coordonnées de leur assureur sur les devis et les factures qu'ils établissent* **François Xavier Ajaccio**

Dictionnaire Permanent Assurances, Editions Législatives, 23 juin 2014, pages 1 à 2.

– *L'application de la garantie décennale aux dommages futurs résultant des travaux de réfection* **Arnaud Galland**

Contrats Publics, n°144, juin 2014, pages 71 à 75.

---

## Domaine des personnes publiques

– *Qu'est ce qu'une digue ?*, CAA Marseille, 8 octobre 2013, n°11MA02689 **Samuel Deliancourt**

La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°26, 30 juin 2014, pages 34 à 37.

– *DT-DICT : où en sont les collectivités territoriales ?* **Marc Courbot**

Techni.cités, n°271, 8 juin 2014, pages 27 à 33.

– *Comment apprécier la qualité de gardien en matière de contravention de grande voirie ?*, CAA Marseille, 28 janvier 2014, n°11MA03403 **Samuel Deliancourt**

AJDA, n°21, 16 juin 2014, pages 1208 à 1211.

---

## Dommages de travaux publics

– *L'indemnisation des gênes d'accès causée par l'exécution de travaux publics* **Philippe Boulisset**

Journal des communes durables, mai-juin 2014, n°2178, pages 39 à 41.

– *Domages de travaux publics : la protection de tous les biens, même de mauvaise qualité, CE, 10 février 2014, n°361280* **Norbert Foulquier**

AJDA, n°21, 16 juin 2014, pages 1221 à 1223.

## Droit des assurances

– *La loi Hamon et le contrat d'assurance* **Jean Bigot**

La Semaine Juridique, Edition Générale, n°21, 26 mai 2014, pages 1071 à 1077.

– *Conditions de recevabilité du recours subrogatoire de l'assureur contre un hôpital public co-auteur du dommage en cas de désistement des ayants-droits de la victime, CAA Marseille, 17 octobre 2013, n°11MA01548* **Céline Chamot**

La semaine juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°21, 26 mai 2014, pages 32 à 36.

– *Vers la fin des déclarations pré-imprimées ?*

Actualité GEMA, juin 2014, page 4.

– *L'assureur mis en cause au pénal ne peut pas exercer d'action récursoire. L'assureur du prévenu n'a pas qualité pour exercer au pénal une action subrogatoire contre le responsable, qui avait obtenu la garde ou la conduite du véhicule contre le gré du propriétaire, Cass. Crim., 27 mai 2014, n°13-80849* **James Landel**

Dictionnaire Permanent Assurances, Editions Législatives, 23 juin 2014, pages 1 à 6.

– *L'action subrogatoire de l'assureur et la chausse-trappe de son obligation de payer, CAA Bordeaux, 10 décembre 2013, n°13BX01191* **Guillaume de la Taille**

La semaine juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°24, 16 juin 2014, pages 29 à 32.

– La déclaration du risque ne peut être constituée que par des réponses à des questions dont l'assureur peut apporter la preuve : cette preuve ne peut pas non plus résulter de la proposition d'assurance, Cass. Crim., 18 mars 2014, n°12-87195 **Pascal Desuet**

RDI, n°6, juin 2014, pages 356 à 358.

– L'assureur solvens et la répétition de l'indu, Cass. 1Civ., 30 avril 2014, n°13-10790 **Maud Asselain**

Revue Générale du Droit des Assurances, n°6, juin 2014, pages 331 à 334.

---

## Droit de la consommation

– Droits des contrats : En « B2B » cherchez l'erreur ! **Laurent Ostojki**

Jurisprudence Automobile, n°862, mai 2014, pages 26 à 29.

– Réparation-Distribution : Une loi sur la consommation « automobile » ? **Laurent Ostojki**

Jurisprudence Automobile, n°862, mai 2014, pages 22 à 24.

– Le renouveau du droit de la consommation **Jérôme Speroni**

Jurisprudence Automobile, n°862, mai 2014, pages 8 à 14.

– La protection du consommateur d'assurance : entre permanence et nouveautés (suite) **Luc Mayaux**

Revue Générale du Droit des Assurances, n°6, juin 2014, pages 363 à 376.

– L'action de groupe et les pouvoirs accrus de la DGCCRF **Laurent François Martin**

*Jurisprudence Automobile, n°862, mai 2014, pages 16 à 20.*

## **Droit pénal**

– Diffamation : le maire, une victime pas comme les autres **Jean-Marc Joannès**

*La Gazette, 26 mai 2014, page 47.*

---

## **Fonction publique**

– Sanctions disciplinaires infligées aux agents publics : quelles évolutions ? **Hélène Pauliat**

*Complément territorial – Le Moniteur, hors série, mai 2014, pages 29 à 34.*

– La définition de la notion d'accident de trajet, CE, 17 janvier 2014, n°352710 **Gweltaz Eveillard**

*Droit Administratif, Revue LexisNexis, juin 2014, pages 36 à 40.*

– Protection fonctionnelle et référé-provision : une articulation contrainte, CE, 21 octobre 2013, n°364098 **Hélène Pauliat**

*La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°26, 30 juin 2014, pages 38 à 40.*

---

## **Informatique et libertés**

– Vie privée et protection des données personnelles – moteur de recherche et « droit à l'oubli », CJUE, 8 avril 2014, n°C-293-12 **Michel Aubert**

*AJDA, n°20, 9 juin 2014, pages 1147 à 1149.*

---

## **Marchés publics**

– Le candidat en redressement judiciaire est mal loti **Hervé Letellier**

*Le Moniteur*, 30 mai 2014, pages 44 à 45.

– Quel contrôle exerce le juge de cassation sur la faute d'une gravité suffisante justifiant la résiliation du marché aux torts exclusifs du cocontractant ?, CE, 26 février 2014, req. N°365546 **Gilles Pellissier**

*Bulletin Juridique des Contrats Publics*, n°94, pages 185 à 189.

– Quel est le périmètre d'un marché en assurance ?, CE, 10 février 2014, n°367262 **Bertrand Dacosta**

*Bulletin Juridique des Contrats Publics*, n°94, pages 178 à 184.

– Quid de la place nouvelle des procédures négociées et du dialogue compétitif ? **François Lichère**

*Bulletin Juridique des Contrats Publics*, n°94, pages 164 à 169.

– Nouvelles directives européennes sur les marchés publics et les concessions : quels changements pour le droit français de la commande publique ? **Céline Frackowiak**

*Bulletin Juridique des Contrats Publics*, n°94, pages 155 à 163.

– Recours contractuels : M. Martin et Mme Tropic ont un fils, comment s'appelle-t-il ? Tarn et Garonne ! **Eric Lanzaronne**

*La Lettre du cadre territorial*, juin juillet 2014, pages 58 à 59.

– Le nouveau visage du contentieux des contrats administratifs, CE, 4 avril 2014, n°358994 **Stéphane Braconnier**

*RDI*, n°6, juin 2014, pages 344 à 350.

– L'appréciation des candidatures : rôle du pouvoir adjudicateur et contrôle du juge **Xavier Loiré**

Contrats Publics, n°144, juin 2014, pages 80 à 82.

– L'arrêt Tarn et Garonne : un nouveau recours en contestation de validité du contrat **Eric Lanzarone**

Contrats Publics, n°144, juin 2014, pages 76 à 79.

– La prise en compte des intérêts du titulaire du marché de travaux par la réforme du CCAG Travaux **Marie Chachereau**

Contrats Publics, n°144, juin 2014, pages 64 à 69.

– Les nouvelles directives « marchés »

Contrats Publics, n°144, juin 2014 :

- Présentation des candidatures et sélection des candidats : vers une simplification et un renforcement des règles **Eric Lanzarone**, page 20 ;
- L'analyse des capacités des candidats : quelles nouveautés ? **Audrey Aleksandrowicz**, page 24 ;
- Labels écologiques et sociaux : vers une utilisation facilitée par une extension du lien à l'objet du marché **Guillaume Cantillon**, page 28 ;
- Le nouveau maquis des interdictions de soumissionner **Arnaud Marchand**, page 35 ;
- Les dispositions relatives à l'attribution des marchés dans les nouvelles directives **Nicolas Lafay**, page 39 ;
- La soumission de certains services sociaux et autres services spécifiques à un régime dérogatoire **Guillaume Delaloy**, page 44 ;
- Le développement durable dans la directive 2014/24/UE **Mathieu Heintz**, page 50 ;
- Le nouveau régime juridique de modification des marchés en cours d'exécution **Nicolas Charrel**, page 54.

– En contentieux des contrats administratifs, la théorie de l'acte détachable est-elle « (frappée) à mort » ?, CE, 4 avril 2014, n°358894 **Stéphanie Doutaud**

Petites Affiches, n°123, 20 juin 2014, pages 13 à 21.

## Pouvoirs de police

– Exécution d'un arrêté de péril imminent et voie de fait, TC, 10 mars 2014, n°3937 **Sébastien Marmin**

RLCT, n°101, mai 2014, pages 15 à 17.

---

## **Préjudice et indemnisation**

– Indemnisation des dommages corporels

Dictionnaire permanent Assurance, bulletin n°237-1, juin 2014, Editions Législatives, pages 1 à 9.

– Recours des tiers payeurs – Un droit toujours en évolution **Gérard Defrance**

Jurisprudence Automobile, n°863, juin 2014, pages 16 à 20.

– Le conflit d'intérêts dans l'expertise médico-légale **Nicolas Gemsa**

Gazette du Palais, 6 juin 2014, n°157, pages 41 à 44.

– Indemnisation des victimes de contaminations sanguines : quelle prescription ?, Cass. 1Civ., 11 mars 2014, n°13-10697 **Mireille Bacache**

La semaine juridique, Edition Générale, n°21, 26 mai 2014, pages 1047 à 1050.

– L'indemnisation des personnes âgées

*Gazette du Palais, 6 juin 2014 :*

- *Regards sur l'indemnisation des personnes âgées* **Claudine Bernfeld**, page 9 ;
- *Les seniors une chance pour l'avenir !* **Serge Guérin**, page 9 ;
- *L'âge et la blessure : vieillesse et dommage corporel* **Jean-Baptiste Prévost**, page 15 ;
- *Les conséquences d'un traumatisme chez la personne âgée (le point de vue du gériatre)* **Sophie Lecaille**, page 20 ;
- *L'évaluation du besoin en tierce personne de la personne âgée* **Sylvie Vernassière**, page 23 ;
- *La personne âgée dépendante et l'institutionnalisation* **Philippe Muller**, page 27 ;
- *L'urgence liée à l'âge : une illustration procédurale* **Marie Claire Gras**, page 29 ;
- *L'indemnisation des proches de la personne âgée victime directe* **Anaïs Reneliet**, page 31 ;
- *L'avancée en âge peut-elle justifier une action en aggravation ? Focus sur les traumatisés crâniens et les blessés médullaires* **Linda Aouar**, page 34 ;
- *La double peine* **Patrick Segal**, page 38.

– Chronique de jurisprudence de droit du dommage corporel **Claudine Bernfield**

Gazette du Palais, 6 juin 2014, n°157, pages 45 à 55 :

- Décompensation psychiatrique : le Conseil d'Etat et la loi dite « anti-perruche », CE, 31 mars 2014 ;
- Les doléances de la victime sont un élément de preuve, Cass. 2Civ., 6 mars 2014, n°13-14295 ;
- Réparation intégrale : le sort des demandes nouvelles en appel, Cass. Crim. 18 mars 2014, n°12-83274 ;
- Les conditions d'interruption de la prescription quadriennale des créances indemnitaires de l'Etat en cas de procédure pénale, CE, 17 mars 2014, n°356577 ;
- La constance des séquelles n'empêche pas l'aggravation des préjudices, Cass. 2Civ., 16 janvier 2014, n°13-11353 ;
- Renforcement des droits de la caisse en cas de transaction, Cass. 2Civ., 27 mars 2014, n°13-10059 ;
- Indemnisation sur simple devis de la perte d'une couverture médicale, Cass. 2Civ., 27 mars 2014, n°12-27062 ;
- L'indemnisation totale de la tierce personne de la victime directe peut se cumuler avec la perte de revenus d'un proche, Cass. 2Civ., 24 octobre 2014, n°12-26102 ;
- Perte de chance d'occuper un emploi à temps plein, Cass. Crim., 18 février 2014, n°12-87629 ;
- L'incidence professionnelle existe même si la victime a pris des mesures palliatives, Cass. 2Civ., 30 avril 2014, n°12-22353 ;
- Le préjudice esthétique temporaire s'indemnise distinctement du préjudice esthétique permanent, Cass. 2Civ., 7 mai 2014, n°13-16204 ;
- Ne pas confondre perte de chance de survie et préjudice d'angoisse, Cass. Crim., 29 avril 2014, n°13-80693 ;
- Les droits de mutation après décès ne constituent pas un préjudice réparable, Cass. Crim., 29 avril 2014, n°13-80693.

## Procédure civile

– La procédure dans les modes de résolution extrajudiciaire des litiges, maison du barreau de Paris, 23 janvier 2014  
**Julie Couturier**

Gazette du Palais, 23 mai 2014, n°143, pages 13 à 22.

– La libre preuve d'un fait juridique par courrier électronique, soc. 25 septembre 2013, n°11-25884 **Patrice Jourdain**

RTDCiv., janvier-mars 2014, pages 121 à 122.

## Procédure pénale

– L'application de la garantie à l'examen de la Civi **Gérard Defrance**

*Jurisprudence Automobile, n°862, mai 2014, pages 30 à 33.*

– Un juge ne peut refuser l'audition d'un témoin ami et passager d'un conducteur **Jean-Baptiste Le Dall**

*Jurisprudence Automobile*, n°863, juin 2014, pages 22 à 24.

## Urbanisme

– Article L.600-5 et L.600-5-1 du code de l'urbanisme : retour d'expérience sur les nouveaux pouvoirs du juge, CAA Nantes, 17 janvier 2014, n°13NT00947 **Lou Deldique**

*Droit de l'environnement*, n°223, mai 2014, pages 182 à 186.

– La loi Alur et la réforme des droits de préemption **Jean-François Davignon**

*Droit Administratif, Revue LexisNexis*, juin 2014, pages 9 à 14.

– Que reste-t-il du principe de précaution en matière d'urbanisme ? Le cas des concours de polices spéciales, CE, 21 octobre 2013, n°360481 **Nicolas Charmeil**

*Environnement et Développement Durable, Revue LexisNexis*, juin 2014, pages 53 à 56.

– La non restitution des biens indûment expropriés, Cass. 3Civ., 4 décembre 2013, n°12-28919 **Simon Gilbert**

*AJDA*, n°18, 26 mai 2014, pages 1040 à 1045.

– Loi « Alur » - la modernisation du droit de préemption **Jean-Christophe Lubac**

*La Gazette*, 9 juin 2014, pages 52 à 54.

– Annulation partielle des autorisations d'urbanisme **Mathieu Le Coq**

*AJDA, n°21, 16 juin 2014, pages 1191 à 1197.*

– La jurisprudence Département du Tarn et Garonne ou le risque d'une *actio popularis* contre les contrats administratifs **Christophe Fardet**

*Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°5/14, pages 316 à 321.*

– Quelle est la portée d'un permis de régularisation à l'endroit du contentieux indemnitaire, Cass. Crim., 13 novembre 2013, n°12-84430

*Bulletin de Jurisprudence du Droit de l'Urbanisme, 3/2014, pages 215 à 218.*

– Le contentieux du contrat administratif illégal après la décision Tarn et Garonne **Pierre Bourdon**

*La Semaine Juridique, Edition Générale, n°25, 23 juin 2014, pages 1249 à 1258.*

– Contentieux contractuel : la révolution rentre au port , CE, 4 avril 2014, n°358994

*AJDA, n°18, 26 mai 2014, pages 1035 à 1039.*

